

« Ce qui n'est pas joué d'avance, c'est la distribution des sièges »

ANALYSE

Le Cérétan Olivier Rouquan, politologue et enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (Cersa) de Paris, décrypte pour L'Indépendant les enjeux nationaux et catalans de ces législatives.

La participation aux législatives est annoncée à la hausse. Elle pourrait dépasser les 60 %. Comment l'expliquez-vous ?

Par la dramatisation voulue par le Président de la République. Les électeurs y voient aussi une manière de rattraper le coup de 2022. Une élection législative qui vient juste après une présidentielle passe un peu inaperçue. Dimanche, l'occasion est donnée aux électeurs de s'exprimer politiquement alors que le début de quinquennat ne convainc pas. Il y a un niveau de mécontentement, d'inquiétude, et de colère, qui caractérise une bonne partie de l'électorat. Cette participation aux législatives permettra d'exprimer en partie ces émotions négatives. Ce qui a déjà été le cas lors des Européennes. Et en dramatisant l'enjeu, le Président obtient ce qu'il veut : des citoyens qui se mobilisent.

Comment dramatise-t-il l'enjeu ? En jouant la surprise ?

Tout à fait. Mais aussi en clivant et en polarisant le débat. Il n'est pas le seul. Tous les acteurs sont dans cette idée qu'il faut cliver le débat pour mobiliser.

Quelles seront les conséquences de cette forte participation ? Un plus grand



Le politologue Olivier Rouquan, originaire de Céret, décrypte l'enjeu de ces législatives.

N.PARENT

nombre de triangulaires ?

Une forte participation peut permettre à plus de candidats de dépasser les 12,5 % d'inscrits au premier tour indispensable pour se qualifier au second tour (soit près de 20 % des exprimés). Ce qui peut donner lieu à des triangulaires. En 1997 il y en avait eu 79, une quarantaine en 2012. Difficile par contre de dire combien nous en aurons en 2024 car cela dépendra des désistements.

À qui peuvent-elles profiter ces triangulaires ?

Si elles sont nombreuses, elles vont plutôt profiter à celui qui arrivera en premier au premier tour. Celui qui fait d'emblée plus de 30 %, les refera au second tour. Mais il sera difficile au numéro 2 de mobiliser suffisamment pour dépasser le premier si un numéro 3 reste en lice. Souvent cela fige les positions. Si l'écart est faible, des choses sont possibles. Mais si on a un écart de 5 ou 6 points, c'est beaucoup

On voit l'incapacité des candidats à argumenter sur des propositions de programme de gouvernement

plus difficile.

Que retiendrez-vous de cette campagne hors norme ? Sa dramatisation, sa rapidité, sa virulence ?

On était déjà sur cette tendance. Mais, dans ces conditions, on voit vraiment l'incapacité des candidats à argumenter sur des propositions de programme de gouvernement. De mon point de vue, dans ce halo d'émotion médiatique, l'électeur a en tête quelques grandes lignes ou prises de position sur l'immigration, l'insécurité ou l'économie, mais, au-delà de

ça, il est rapidement perdu. Car il n'y a pas le temps pour affiner les programmes. D'autant que les acteurs politiques triangulent de plus en plus. C'est-à-dire qu'ils vont piocher des idées politiques chez l'adversaire pour les intégrer dans leur programme. Ce qui floute les repères. Les électeurs ont de moins en moins de repères idéologiques stables pour comprendre le jeu politique.

Les élections ne le sont jamais vraiment, mais celle-ci est-elle jouée d'avance ?

On a quand même des tendances qui se dessinent. Ce serait très surprenant que les intentions de vote soient démenties. Il semblerait que certains électeurs soient très déterminés. À part chez Les Républicains et un peu chez Ensemble, ce sont des électeurs qui sont assez sûrs d'eux. Surtout chez le RN et chez le Nouveau Front populaire. Ce qui n'est pas joué d'avance, c'est la configuration du second tour et donc la distribution des sièges.

Une majorité absolue pour le RN est-elle envisageable ?

C'est une possibilité, il ne faut pas l'exclure, mais le taux de probabilité que cela survienne (289 députés sur 577), on n'en sait rien. Cela dépendra de la configuration du second tour, de voir ceux qui se désistent...

Le front républicain existe-t-il encore ?

Depuis Nicolas Sarkozy, il est devenu très pooreux, affaibli. Toute une partie de la gauche joue encore très fermement le jeu. C'est moins visible autour de Jean-Luc Mélenchon, c'est plus clair chez certains membres de LFI. À droite par contre, c'est beaucoup moins clair. Même au sein d'Ensemble, c'est flou : ici on peut soutenir un candidat de gauche, là un de droite... ce n'est pas clair.

Entretien réalisé par Diane Sabouraud et Thierry Bouloire

« Dans les Pyrénées-Orientales, à droite, le front républicain est mort »

L'ÉCLAIRAGE CATALAN

Olivier Rouquan, si on se concentre sur les Pyrénées-Orientales, la première circonscription est le symbole de cette absence de front républicain.

Je crois que dans les Pyrénées-Orientales, le front républicain est affaibli depuis très longtemps. Et c'est dû aux performances du RN. Les élus se posent beaucoup de questions par rapport au jeu local et aux prochaines élections municipales. Il est difficile du coup d'avoir une ligne de conduite. Dans les P.-O., à droite, le front républicain est mort. Comme au niveau national. À gauche, ils jouent plus le jeu.

Quelle pourrait être la circonscription des P.-O. la plus difficile à conserver pour le RN ?

De tradition historique, je pense à la quatrième. Mais, à ma connaissance, la candidate a fait un travail de terrain donc cela ne va pas être évident à la récupérer pour les forces démocrates classiques.

Sur la deuxième circonscription des Pyrénées-Orientales, l'élection peut-elle se jouer au



premier tour ?

C'est une possibilité.

En cas de victoire et de majorité absolue du RN, Louis Aliot pourrait entrer au gouvernement. Il a assuré qu'il conserverait la mairie de Perpignan mais cela pourrait engendrer une guéguerre de succession ?



L'exercice du pouvoir aura des conséquences sur les municipales

dépendre de l'exercice du pouvoir. C'est tellement l'inconnu et l'inédit

S'il entrait au gouvernement, je pense que ce serait considéré comme un avantage pour le département et donc la ville. Le succès écrase les divergences... au moins un temps.

Quelles pourraient être les conséquences sur les municipales ?

Cela va beaucoup

que c'est difficile de spéculer là-dessus. Si le gouvernement éventuel de cohabitation se met en place, il sera assez vite rendu compte des difficultés de gestion. D'ici deux ans, il pourrait donc avoir un effritement de la dynamique RN. Cependant, comme le RN n'a jamais exercé le pouvoir et que le jeu médiatique est en train de bouger, l'usure en deux ans n'est pas assurée. À ce moment-là, cela aura bien sûr des conséquences sur les municipales dans le département.

Certains redoutent des conflits, d'autres parlent même d'une guerre civile à venir, comment l'analysez-vous ?

Il y a des risques de fracturation de la société française. D'ailleurs le vote RN en est une expression. Il y a des risques d'explosions sociales. Parler de guerre civile, c'est fort, cela renvoie à la guerre d'Algérie. Je ne suis pas sûr que l'on soit à ce niveau de conflictualité. Mais, depuis quelques années, on constate que les problématiques de maintien de l'ordre public sont de plus en plus présentes. La manière dont on fait de la politique aujourd'hui par la polarisation, la recherche sans cesse de la polémique, les clivages renforcent le degré de conflictualité. Et les acteurs politiques ont une responsabilité dans cette dérive.

Guide pratique des élections

Dans les P.-O., les élections législatives sont découpées en quatre circonscriptions.

Qui vote où ?

Sur la 1re (Perpignan-Toulouges, Canohès, Pollestres, Cabestany et Bompas) **73 759** électeurs sont inscrits. Sur la 2e (Saint-Cyprien, Canet, Fenouillèdes, Salanque et vallée de l'Aglé) **105 930** votants sont inscrits. **85 491** électeurs sont inscrits sur la 3e qui va de Perpignan aux sommets catalans. **102 753** votants sont sur la 4e (d'Argelès-sur-Mer à Prats-de-Mollo, en passant par les Aspres).

À quelle heure on vote ?
Les bureaux seront ouverts de 8 heures à 18 heures.

Quelle participation ?
Deux estimations seront communiquées par l'État : à midi et à 17 heures.

Où suivre la journée électorale en direct ?
Sur notre site, bien sûr : lindemain.fr